

## Evolutions monétaires en Guyane au 31 décembre 2013

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

L'activité économique mondiale se renforce au deuxième semestre 2013, atteignant 3,3 % en glissement annuel au quatrième trimestre (après +2,5 % au troisième trimestre). Cette embellie traduit principalement le renforcement du commerce international observé en fin d'année aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents. Toutefois, ce regain d'activité ne doit pas occulter les fragilités de l'ensemble des économies, la demande intérieure des pays émergents demeure faible et le niveau de la dette, tant privée que publique, reste élevé dans les pays avancés. Selon les dernières estimations réalisées par le Fonds Monétaire international, la croissance économique mondiale atteindrait 3,0 % sur l'année 2013 (après +3,1 % en 2012) et s'accélérait en 2014 pour atteindre 3,7 %.

Dans la zone euro, le rythme de croissance s'accélère légèrement au quatrième trimestre, avec un PIB en hausse de 0,3 % (+0,1 % à fin septembre 2013). La croissance observée en fin d'année repose principalement sur la progression des exportations allemandes mais aussi des pays du Sud. Ces derniers ont mené une politique de « dévaluation interne » de leurs coûts salariaux dans le but d'améliorer leur compétitivité et ainsi limiter leur déficit extérieur. Toutefois, la reprise dans la zone euro demeure relativement faible et irrégulière, et les taux de chômage très élevés (+ 12,0 % en fin d'année 2013 dans la zone euro).

En France, conséquence de la hausse de la consommation des ménages (+0,5 % après 0,1 % au troisième trimestre 2013), des exportations (+1,2 % après -1,6 %) et des investissements (+0,6 %, après -0,3 %), l'activité économique progresse de 0,3 % au quatrième trimestre après une quasi-stabilité au troisième trimestre. Sur l'année, le PIB croît également de 0,3 %.

Depuis la baisse intervenue début novembre 2013, les taux directeurs de la BCE n'ont pas été modifiés. Lors de sa conférence de presse du 6 février 2014, le Président de la BCE a indiqué : « *Nous réitérons fermement nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE. Nous continuons de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation est fondée sur le maintien à moyen terme de perspectives d'inflation globalement modérées, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie des évolutions monétaires.* ».

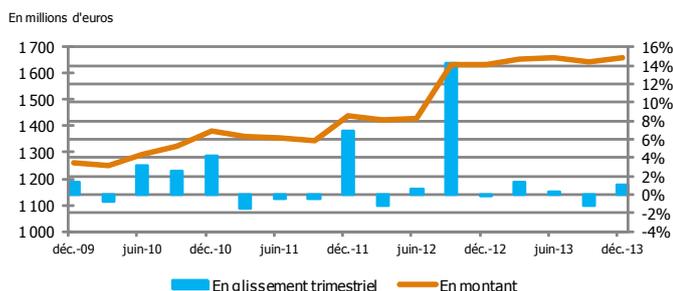
### UNE ACTIVITÉ EN HAUSSE

Dans un contexte économique globalement favorable, l'activité bancaire du département s'inscrit en hausse à fin décembre, avec une progression du niveau de financement de l'économie (+1,6 % sur le trimestre, soit 41,8 M€), portant l'encours sain de crédit à 2 633,8 M€, ainsi qu'une reprise de la collecte d'épargne, avec des actifs financiers en hausse de 1,1 % sur les trois derniers mois (soit +18,0 M€) pour s'établir à 1 658,7 M€.

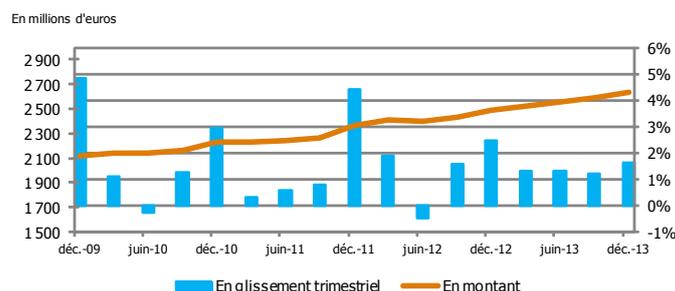
Bien que toujours principalement portés par les crédits à l'habitat (+2,2 %, soit 33,1 M€), les crédits sains à l'économie sont également marqués par la hausse globale des crédits à l'équipement (+1,8 % soit 12,4 M€), et plus particulièrement l'équipement des entreprises (+3,1 %, soit 9,5 M€).

L'augmentation des placements s'observe à la fois sur le segment des entreprises (+1,6 % soit +7,5 M€), avec une forte hausse de l'encours des dépôts à vue (+10,5 % soit 26,7 M€), et sur celui des ménages (+1,4 %, soit 14,0 M€) principalement en ce qui concerne l'épargne à long terme (+1,7 % soit 5,7 M€) et les dépôts à vue (+1,3 %, soit 4,6 M€).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



# UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT BIEN ORIENTÉE

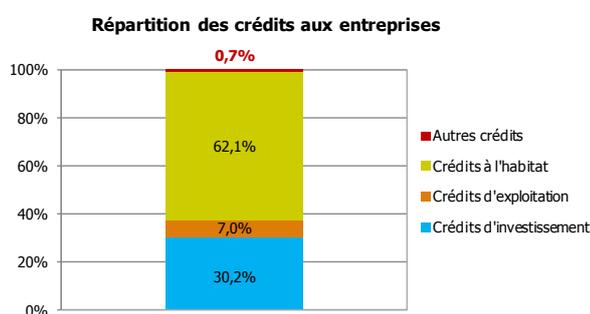
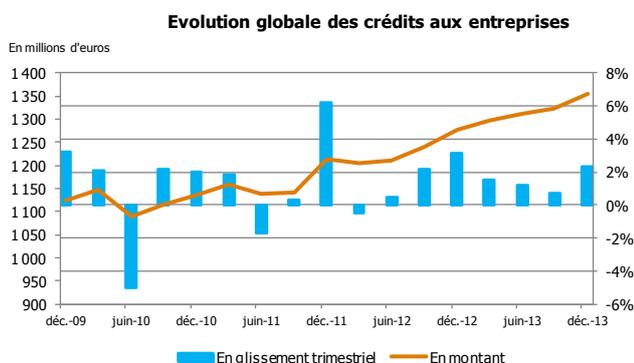
## Hausse des crédits aux entreprises

En matière de financement des **entreprises** les concours sains s'inscrivent en hausse sur le trimestre) de 1 353,8 M€ au 31 décembre (+2,3 %, soit +30,7 M€). Sur un an, ils progressent de 5,9 % (75,9 M€).

Les **crédits à l'habitat** dont l'encours s'établit à 841,0 M€, représentent 62 % des crédits aux entreprises, et restent le premier moteur de l'activité financière (+2,4 %, soit 20,1 M€). Sur un an, l'augmentation de l'encours des crédits à l'habitat (+7,5 %, soit 58,9 M€) contribue pour plus des trois quarts à la hausse globale des crédits aux entreprises.

Les **crédits à l'investissement** sont en hausse de 2,9 % (+11,6 M€), en raison d'une progression des encours de crédits d'équipement (+3,1 %, soit 9,5 M€), et ce malgré une baisse notable des encours sur les entrepreneurs individuels (-29,8 %, soit -9,8 M€).

La diminution des **crédits d'exploitation** de 2,5 % (soit -2,4 M€) s'explique principalement par une nouvelle baisse significative des comptes ordinaires débiteurs (-14,8 %, soit -7,3 M€), en recul de 11,7 % sur un an. A l'inverse, les crédits de trésorerie affichent une nouvelle hausse sur le trimestre de 5,5 % (1,8 M€).

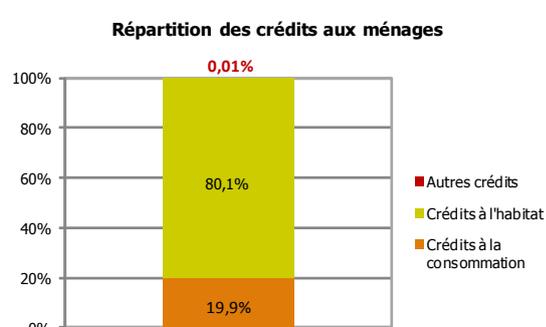
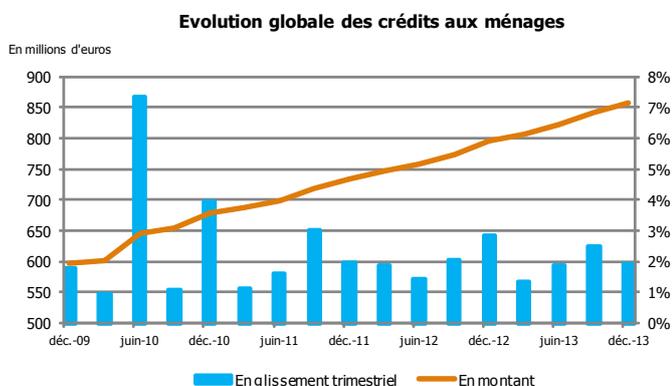


## Croissance toujours soutenue des crédits aux ménages

Les **crédits aux ménages** maintiennent leur rythme de progression, avec une hausse trimestrielle de 1,9 % (16,1 M€), portant l'encours sain à 857,9 M€, en augmentation de 7,8 % sur un an.

Cette évolution s'explique principalement par la croissance des **crédits à l'habitat** (+1,9 %, soit 13,0 M€), qui représentent 80 % de l'encours sain des ménages.

Les **crédits à la consommation** sont orientés à la hausse (+1,8 %, soit 3,1 M€) et totalisent 170,7 M€ d'encours. Dans le détail, les crédits de trésorerie augmentent de 3,1 % (+4,4 M€) alors que les comptes ordinaires débiteurs s'affichent en baisse de 6,1 % (-0,9 M€), et les opérations de crédits bail reculent de 3,3 % (-0,4 M€).



## Réduction de l'encours sain de crédits aux collectivités locales

L'encours sain de **crédits aux collectivités locales**<sup>1</sup> est en légère baisse sur le trimestre (-0,9 %, soit -3,3 M€), pour s'établir à 386,9 M€. Cette évolution s'explique principalement par le recul des crédits d'exploitation (-90,0 %, soit -6,2 M€), lié à la fin d'une facilité de caisse ouverte au deuxième trimestre de l'année en cours, tandis que les crédits à l'équipement s'affichent en hausse de 0,8 % (+3 M€).

## Stabilisation du niveau de sinistralité

L'encours de **créances douteuses brutes** des établissements de crédit implantés localement (ECIL) augmente très légèrement au quatrième trimestre (+0,6 %, soit 0,6 M€) pour atteindre 95,8 M€. Cette légère hausse des créances douteuses est en ligne avec la hausse globale des crédits à l'économie, le taux de créances douteuses brutes de la place bancaire locale reste stable sur le trimestre, à 4,0 %, affichant toutefois une diminution de 0,2 point sur douze mois.

L'encours des provisions pour l'ensemble des établissements de crédit diminue sur le trimestre (-1,5 %, soit -1 M€) pour s'établir à 62,9 M€, le **taux de provisionnement** global baisse en conséquence de 4,6 points sur le trimestre, pour atteindre 59,5 %.

## CROISSANCE DES ACTIFS FINANCIERS

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques s'élève à 1 658,7 M€, en hausse de 1,1 % ce trimestre (+18,0 M€). Sur douze mois, la croissance des actifs s'élève à 1,6 % (+26,8 M€).

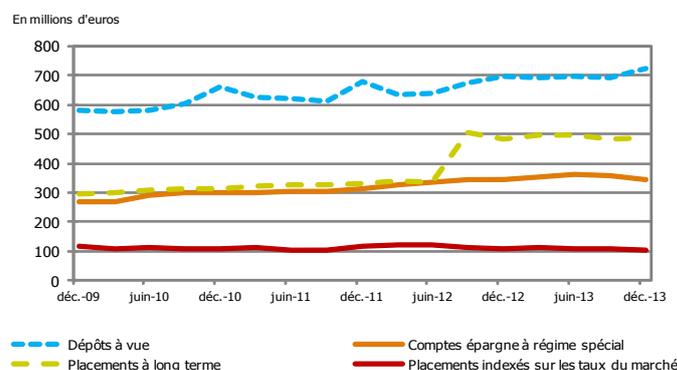
Les **dépôts à vue** présentent une forte augmentation de 4,5 % (31,5 M€), tandis qu'une sensible contraction (-3,7 %, soit -17,3 M€) est observée sur les **placements liquides**, pénalisés par une nouvelle décollecte sur les livrets A (-5,5 %, soit 10,3 M€), et sur les livrets ordinaires (-3,4 %, soit -3,9 M€).

Les **placements à long terme** s'inscrivent en hausse de 0,8 % (3,8 M€), principalement portés par les placements en contrats d'assurance vie (+1,3 %, soit 2,8 M€) et l'augmentation de l'encours des plans d'épargne logement (+2,3 %, soit 2,2 M€). Ce trimestre encore, la baisse sur les placements en actions (-2,8 %, soit 3,8 M€) résulte davantage d'une valorisation en baisse du portefeuille qu'à une décollecte.

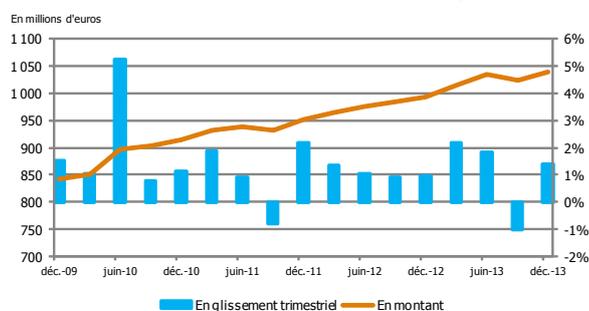
## Hausse de l'épargne des ménages

Au cours du dernier trimestre de l'année, les placements des ménages enregistrent une hausse de 1,4 % (soit 14,0 M€), et s'établissent à 1 037,5 M€, en progression de 4,4 % sur un an. Ils représentent 62 % de l'ensemble des placements des agents économiques de la place.

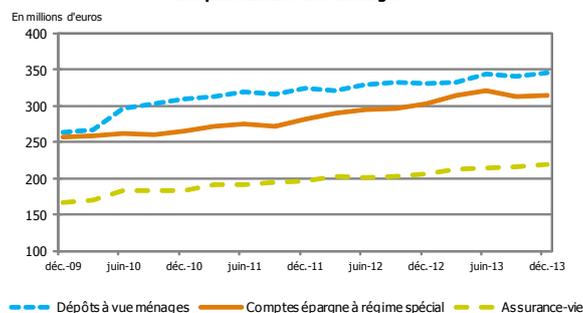
Evolution des principales composantes des actifs financiers



Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages



<sup>1</sup> Régularisation d'un encours sain déclaré comme douteux à fin septembre 2013.

Les **dépôts à vue** s'inscrivent en hausse de 1,3 % sur le trimestre (4,6 M€). De même, la hausse des **placements liquides** (+ 1,1 %, soit 3,7 M€) s'explique par la hausse de l'encours sur les livrets A et bleus (+ 2,3 %, soit 3,8 M€), ainsi que celle des placements indexés sur les taux de marché (+6,1 %, soit 1,6 M€). En revanche, l'encours des livrets ordinaires est de nouveau en baisse ce trimestre (-2,2 %, soit -2,0 M€).

Les **placements à long terme** maintiennent leur tendance haussière ce trimestre (+1,7 %, soit 5,7 M€), portés par la croissance des placements d'assurance vie (+1,3 %, soit 2,8 M€), mais également par celle des plans d'épargne logement (2,2 M€ soit +2,3 %).

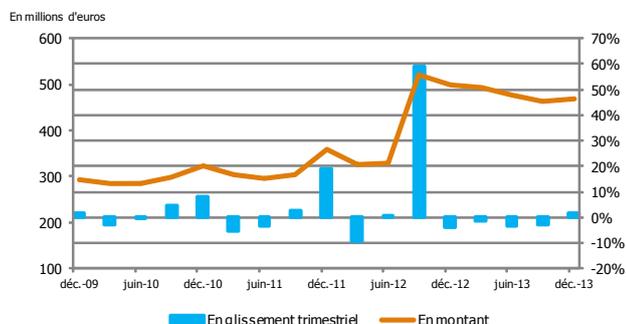
## Légère reprise des actifs des entreprises

Après quatre trimestres consécutifs de baisse, les actifs financiers détenus par les sociétés non financières s'affichent en hausse pour le dernier trimestre de l'année 2013 (+1,6 %, soit 7,5 M€), établissant l'encours à 469,9 M€, sans pour autant atteindre le niveau de la fin d'année 2012 (-6,0 % sur un an, soit -30,0 M€).

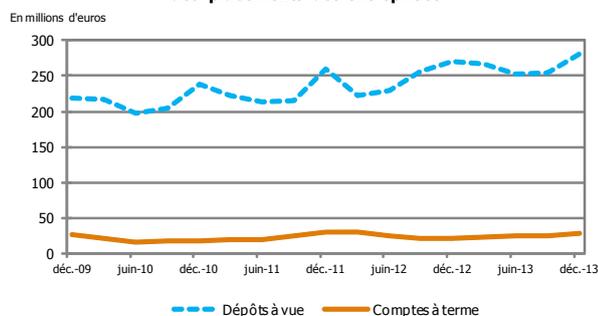
La forte hausse de l'encours des **dépôts à vue** (+10,5 %, soit 26,7 M€) a été partiellement compensée par une nouvelle baisse de l'encours des **placements liquides** (-18,6 %, soit -14,2 M€), intégralement rattachée à la forte décollecte sur les comptes d'épargne à régime spécial (-14,2 M€).

**L'épargne à long terme** affiche quant à elle une nouvelle baisse ce trimestre (-3,8 %, soit -5,0 M€), principalement liée à la diminution de la valorisation boursière d'un placement de montant élevé dans les livres d'un établissement de crédit local.

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



## Baisse des actifs des autres agents

Les placements des autres agents économiques diminuent de 2,3 % (-3,5 M€) sur le trimestre et totalisent un encours de 151,3 M€. Dans le détail, la baisse provient en premier lieu des placements indexés sur les taux du marché (-19,1%, soit -5,1 M€), partiellement compensée par la hausse de l'**épargne à long terme** (+3,2 M€), et, dans une moindre mesure, par l'augmentation de l'encours des **dépôts à vue** (+0,2 %, soit 0,2 M€).

### MÉTHODOLOGIE

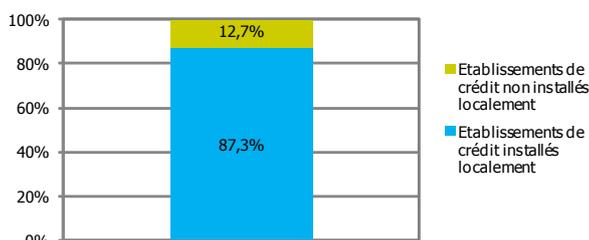
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

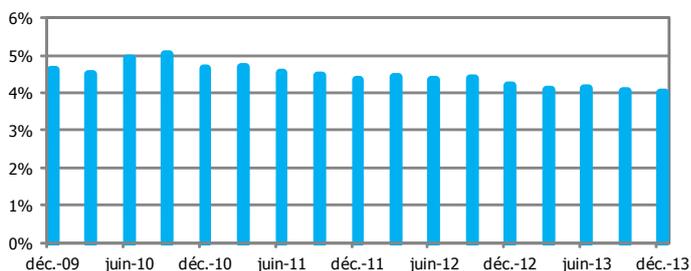
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	88,2	72,8	80,1	101,0	95,3	100,6	96,5	94,1	-2,5%	-6,9%
<i>Créances commerciales</i>	17,2	7,0	10,3	9,2	6,9	7,9	7,3	8,4	14,9%	-8,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	45,2	37,2	35,9	35,5	32,4	30,5	32,6	34,4	5,5%	-3,3%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	9,1	7,1	7,2	6,0	5,7	6,0	5,3	6,2	16,5%	2,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	25,1	21,6	27,8	47,5	48,8	55,2	49,2	42,0	-14,8%	-11,7%
<i>Affacturage</i>	0,6	7,1	6,2	8,7	7,1	6,9	7,3	9,3	27,6%	7,0%
Crédits d'investissement	355,4	344,9	411,8	388,6	402,2	402,0	397,6	409,3	2,9%	5,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	274,3	275,3	317,1	294,0	302,9	306,4	305,0	314,5	3,1%	7,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	21,5	37,9	37,5	25,4	25,6	24,8	32,8	23,0	-29,8%	-9,2%
<i>Crédit-bail</i>	81,1	69,6	94,7	94,6	99,3	95,6	92,6	94,8	2,3%	0,1%
Crédits à l'habitat	677,8	714,8	714,8	782,1	793,4	803,5	820,9	841,0	2,4%	7,5%
Autres crédits	3,2	4,3	6,0	6,2	6,4	7,0	8,1	9,5	17,4%	53,5%
<b>Encours sain</b>	<b>1 124,6</b>	<b>1 136,9</b>	<b>1 212,6</b>	<b>1 277,8</b>	<b>1 297,3</b>	<b>1 313,1</b>	<b>1 323,1</b>	<b>1 353,8</b>	<b>2,3%</b>	<b>5,9%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	170,2	169,5	168,1	164,7	162,5	162,4	167,6	170,7	1,8%	3,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	150,6	146,6	140,7	138,0	136,0	136,7	140,5	144,9	3,1%	5,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	7,8	9,0	12,8	12,9	13,0	12,8	14,6	13,7	-6,1%	6,2%
<i>Crédit-bail</i>	11,8	13,8	14,6	13,8	13,4	13,0	12,5	12,1	-3,3%	-12,3%
Crédits à l'habitat	426,0	509,9	565,4	630,9	643,7	658,8	674,0	687,0	1,9%	8,9%
Autres crédits	0,5	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	-20,6%	-42,5%
<b>Encours sain</b>	<b>596,7</b>	<b>679,4</b>	<b>733,7</b>	<b>795,7</b>	<b>806,4</b>	<b>821,4</b>	<b>841,8</b>	<b>857,9</b>	<b>1,9%</b>	<b>7,8%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	2,3	0,3	1,3	0,6	0,8	6,9	6,9	0,7	-90,0%	18,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1,6	0,1	0,1			6,0	6,1	0,0	-99,7%	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,8	0,2	1,2	0,6	0,8	0,9	0,8	0,7	-16,4%	15,6%
Crédits d'investissement	358,5	364,8	386,7	379,8	387,5	382,0	383,2	386,2	0,8%	1,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	358,1	364,6	386,6	379,8	387,5	381,9	383,2	386,2	0,8%	1,7%
Autres crédits	0,8	0,8	0,5	0,2	0,2	0,1	0,1		-100,0%	-100,0%
<b>Encours sain</b>	<b>361,6</b>	<b>365,9</b>	<b>388,5</b>	<b>380,7</b>	<b>388,6</b>	<b>388,9</b>	<b>390,2</b>	<b>386,9</b>	<b>-0,9%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>36,2</b>	<b>44,5</b>	<b>29,7</b>	<b>40,3</b>	<b>35,0</b>	<b>37,3</b>	<b>36,9</b>	<b>35,3</b>	<b>-4,4%</b>	<b>-12,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>2 119,2</b>	<b>2 226,7</b>	<b>2 364,6</b>	<b>2 494,6</b>	<b>2 527,3</b>	<b>2 560,7</b>	<b>2 592,0</b>	<b>2 633,8</b>	<b>1,6%</b>	<b>5,6%</b>
<i>dont ECNIL</i>	337,0	328,4	366,2	347,1	340,3	338,3	332,7	334,6	0,6%	-3,6%
Créances douteuses brutes	91,5	102,7	98,9	105,5	100,9	105,5	99,6	105,7	6,1%	0,2%
<i>Créances douteuses nettes</i>	28,9	38,9	38,7	43,2	38,7	42,1	35,7	42,8	19,7%	-1,0%
<i>(dt) Entreprises</i>	16,0	29,0	28,8	31,6	26,9	30,5	24,8	25,2	1,9%	-20,2%
<i>(dt) Ménages</i>	12,2	8,4	9,7	11,3	11,5	11,4	10,7	12,3	15,1%	8,2%
<i>Provisions</i>	62,6	63,9	60,2	62,3	62,2	63,4	63,9	62,9	-1,5%	1,0%
<b>Encours brut total</b>	<b>2 210,6</b>	<b>2 329,5</b>	<b>2 463,5</b>	<b>2 600,1</b>	<b>2 628,2</b>	<b>2 666,2</b>	<b>2 691,6</b>	<b>2 739,5</b>	<b>1,8%</b>	<b>5,4%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,1%	4,4%	4,0%	4,1%	3,8%	4,0%	3,7%	3,9%	0,2 pt	-0,2 pt
<i>Taux de créances douteuses des ECIL</i>	4,6%	4,7%	4,3%	4,2%	4,1%	4,1%	4,0%	4,0%	0,0 pt	-0,2 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	68,4%	62,2%	60,9%	59,0%	61,6%	60,1%	64,1%	59,5%	-4,6 pt	0,5 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-09	déc-10	déc-11	déc-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>293,6</b>	<b>322,6</b>	<b>359,8</b>	<b>499,9</b>	<b>493,6</b>	<b>476,0</b>	<b>462,4</b>	<b>469,9</b>	<b>1,6%</b>	<b>-6,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>218,6</b>	<b>237,8</b>	<b>259,5</b>	<b>269,6</b>	<b>267,3</b>	<b>252,1</b>	<b>253,8</b>	<b>280,5</b>	<b>10,5%</b>	<b>4,0%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>69,8</b>	<b>79,3</b>	<b>92,3</b>	<b>79,3</b>	<b>73,9</b>	<b>74,1</b>	<b>76,0</b>	<b>61,8</b>	<b>-18,6%</b>	<b>-22,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,5	23,5	18,3	22,3	18,0	18,0	19,0	4,8	-74,7%	-78,5%
Placements indexés sur les taux de marché	69,2	55,8	74,1	56,9	55,9	56,1	57,0	57,0	0,0%	0,1%
<i>dont comptes à terme</i>	26,3	17,6	29,2	21,2	22,8	24,5	24,4	27,4	12,4%	29,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	41,6	34,2	34,0	31,4	28,9	27,2	28,3	25,3	-10,6%	-19,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,4	4,0	10,9	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	0,0%	0,0%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>5,3</b>	<b>5,4</b>	<b>8,0</b>	<b>151,1</b>	<b>152,5</b>	<b>149,7</b>	<b>132,7</b>	<b>127,6</b>	<b>-3,8%</b>	<b>-15,5%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3,1	3,5	5,0	4,0	4,0	3,9	3,1	2,3	-26,7%	-44,0%
<b>Ménages</b>	<b>843,1</b>	<b>913,5</b>	<b>952,0</b>	<b>993,5</b>	<b>1 015,2</b>	<b>1 033,7</b>	<b>1 023,4</b>	<b>1 037,5</b>	<b>1,4%</b>	<b>4,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>263,2</b>	<b>310,1</b>	<b>324,3</b>	<b>331,4</b>	<b>333,0</b>	<b>344,6</b>	<b>340,9</b>	<b>345,6</b>	<b>1,3%</b>	<b>4,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>291,4</b>	<b>298,7</b>	<b>309,7</b>	<b>331,8</b>	<b>343,8</b>	<b>348,1</b>	<b>338,6</b>	<b>342,3</b>	<b>1,1%</b>	<b>3,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	256,9	265,0	282,2	303,5	314,4	321,3	312,9	315,1	0,7%	3,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	81,5	83,3	89,9	91,8	96,0	97,0	92,3	90,3	-2,2%	-1,7%
<i>dont livrets A et bleus</i>	122,2	129,8	140,2	155,3	161,4	165,8	162,9	166,6	2,3%	7,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,7	2,6	2,3	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	3,3%	-5,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	10,7	9,1	7,6	7,0	6,2	6,3	6,2	6,1	-1,1%	-12,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,7	15,3	16,4	21,1	22,7	24,0	24,1	24,7	2,8%	17,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,1	25,0	25,7	26,2	26,1	26,3	25,6	25,3	-1,2%	-3,2%
Placements indexés sur les taux de marché	34,5	33,7	27,5	28,3	29,4	26,9	25,7	27,2	6,1%	-3,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	21,2	20,1	19,1	20,6	21,5	20,1	19,8	20,8	5,2%	0,9%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	13,3	13,6	8,3	7,7	7,9	6,8	5,9	6,4	9,2%	-16,4%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>288,5</b>	<b>304,6</b>	<b>318,0</b>	<b>330,3</b>	<b>338,5</b>	<b>340,9</b>	<b>343,9</b>	<b>349,6</b>	<b>1,7%</b>	<b>5,8%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	79,5	82,6	86,4	88,8	91,4	92,5	93,3	95,5	2,3%	7,5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	6,1	5,9	5,7	5,4	5,3	5,2	5,2	5,2	-0,5%	-4,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	1,0	0,8	0,9	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	-1,2%	-0,2%
<i>dont portefeuille-titres</i>	15,4	15,8	15,2	18,0	18,1	17,9	17,8	18,6	4,1%	3,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	19,1	15,4	12,6	10,7	10,3	9,8	9,8	9,8	0,2%	-7,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	167,4	184,2	197,2	206,7	212,7	214,7	217,0	219,8	1,3%	6,3%
<b>Autres agents</b>	<b>123,6</b>	<b>143,0</b>	<b>128,0</b>	<b>138,5</b>	<b>146,2</b>	<b>150,8</b>	<b>154,8</b>	<b>151,3</b>	<b>-2,3%</b>	<b>9,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>100,1</b>	<b>110,5</b>	<b>94,4</b>	<b>94,1</b>	<b>93,4</b>	<b>97,3</b>	<b>98,4</b>	<b>98,6</b>	<b>0,2%</b>	<b>4,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>21,8</b>	<b>29,3</b>	<b>29,9</b>	<b>41,6</b>	<b>48,2</b>	<b>49,1</b>	<b>51,3</b>	<b>44,5</b>	<b>-13,4%</b>	<b>6,8%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	9,1	12,1	12,9	18,5	20,9	22,4	24,8	23,0	-7,2%	24,7%
Placements indexés sur les taux de marché	12,7	17,1	16,9	23,2	27,4	26,8	26,5	21,4	-19,1%	-7,4%
<i>dont comptes à terme</i>	6,9	8,3	11,2	14,5	17,3	15,9	17,1	16,5	-3,6%	13,5%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>1,8</b>	<b>3,2</b>	<b>3,8</b>	<b>2,7</b>	<b>4,5</b>	<b>4,4</b>	<b>5,1</b>	<b>8,2</b>	<b>63,2%</b>	<b>204,6%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>1 260,4</b>	<b>1 379,1</b>	<b>1 439,9</b>	<b>1 631,9</b>	<b>1 655,1</b>	<b>1 660,5</b>	<b>1 640,7</b>	<b>1 658,7</b>	<b>1,1%</b>	<b>1,6%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>581,9</b>	<b>658,5</b>	<b>678,2</b>	<b>695,2</b>	<b>693,7</b>	<b>694,1</b>	<b>693,1</b>	<b>724,6</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>382,9</b>	<b>407,3</b>	<b>431,9</b>	<b>452,7</b>	<b>465,9</b>	<b>471,4</b>	<b>465,9</b>	<b>448,6</b>	<b>-3,7%</b>	<b>-0,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	266,5	300,7	313,4	344,3	353,2	361,7	356,8	342,9	-3,9%	-0,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	87,4	92,5	99,8	106,4	113,0	115,4	112,9	109,0	-3,4%	2,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	125,2	156,2	161,5	181,5	183,1	187,6	186,0	175,7	-5,5%	-3,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,7	2,6	2,3	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	3,2%	-5,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	10,7	9,1	7,6	7,0	6,2	6,3	6,2	6,1	-1,1%	-12,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,7	15,3	16,4	21,1	22,7	24,0	24,1	24,8	2,8%	17,3%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	25,1	25,0	25,7	26,2	26,1	26,3	25,7	25,4	-1,2%	-3,2%
Placements indexés sur les taux de marché	116,4	106,6	118,5	108,4	112,7	109,8	109,2	105,7	-3,2%	-2,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	54,3	45,9	59,5	56,4	61,5	60,5	61,3	64,7	5,6%	14,8%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,4	4,0	10,9	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	60,7	56,7	48,1	47,7	46,9	44,9	43,6	36,7	-15,9%	-23,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>295,5</b>	<b>313,3</b>	<b>329,8</b>	<b>484,1</b>	<b>495,5</b>	<b>495,1</b>	<b>481,6</b>	<b>485,4</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,3%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	79,5	82,6	86,5	88,9	91,4	92,6	93,4	95,5	2,3%	7,5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	6,1	5,9	5,8	5,4	5,3	5,2	5,2	5,2	-0,5%	-4,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	1,0	0,8	0,9	0,7	0,7	0,8	0,8	0,7	-1,7%	1,6%
<i>dont actions</i>	10,9	11,4	10,8	153,0	154,8	152,0	136,2	132,4	-2,8%	-13,5%
<i>dont obligations</i>	7,4	7,1	8,5	13,9	13,7	13,3	12,9	14,3	10,3%	2,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	23,3	21,3	20,2	15,4	16,8	16,4	16,1	17,5	8,4%	13,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	167,4	184,2	197,2	206,7	212,7	214,7	217,0	219,8	1,3%	6,3%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achievé d'imprimer : mars 2014